

LA VÉRITÉ



ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAliste

(Section Française de la IV^e INTERNATIONALE)

Bi-Mensuel

19, rue Daguerre - PARIS 14^e

C. C. P. PICARD 5660 - 38 PARIS

NI JAUNE NI COMPLICE

Des comités élus pour diriger la grève générale assureront l'unité de front et la victoire des travailleurs

APRES avoir tremblé quand ses gardes mobiles se sauvaient, abandonnant matériel et prisonniers (dont un colonel) aux mains des mineurs en grève, quand ses policiers étaient déculottés, la bourgeoisie donne libre cours à sa rage. Ordre de tirer a été donné aux troupes de l'ordre. A l'intérieur, le socialiste Jules Moch, brigant les lauriers d'un Noske, retirant les pelotons de sécurité de l'aspirant-dictateur pour les envoyer mitrailler les grévistes, lance communiqué sur communiqué: chaque jour il « libère » un peu plus de territoire, chaque jour il défend « la liberté du travail », chaque heure il est préoccupé de permettre à la bourgeoisie de renforcer son exploitation sur une classe ouvrière dont le standard de vie a diminué de plus de moitié depuis un an. Les gaullistes regardent avec complaisance ces ministres démocrates et socialistes qui leur préparent la voie.

Parmi toutes les infâmies du Gouvernement et de la presse, une des plus odieuses est la campagne et la répression contre les travailleurs qui ont eu le malheur de naître hors des frontières de France, ces Allemands, ces Espagnols, ces Italiens, ces Nord-Africains..., qui font partie du même prolétariat de France et qui défendent, avec les autres travailleurs, leurs intérêts communs de travailleurs.

Même dans les syndicats « Force Ouvrière », même dans les rangs du parti socialiste, les ouvriers qui s'y trouvent n'ont pas d'illusions au sujet des dirigeants, mais s'ils y restent encore, c'est par haine des stalinistes.

Alors que l'unité de front des travailleurs est de plus en plus nécessaire, alors que l'aggravation des conditions de vie et de travail l'impose de plus en plus, chefs socialistes et chefs stalinistes s'ingénient à exacer-

ber la haine entre certaines couches de travailleurs et, par suite, le désarroi et le dégoût chez d'autres.

S'il n'y avait que le choix entre Moch et Thorez, entre Jouhaux et Frachon, certes l'avenir serait noir. Les uns servent la bourgeoisie de France, franchement, ouvertement, cyniquement. Les autres en fin de compte rendent également service à celle-ci par une politique dont la mal-faisance apparaît chaque jour davantage.

Ils ont mené campagne pendant des mois pour le « Gouvernement d'union démocratique ». Puis, les ouvriers étant acculés à la lutte par des conditions de vie aggravées, ils se sont mis à soumettre ces luttes inévitables à une stratégie destinée à harceler la bourgeoisie jusqu'à ce qu'elle accepte un « Gouvernement d'union démocratique ». Ainsi ont commencé les « grèves tournantes ». Après avoir engagé successivement les métaux parisiens, certains secteurs des cheminots, la sidérurgie de l'Est, ils ont lancé les mineurs dans la bataille. Ce devait être la carte décisive.

Si l'on ignorait que la direction stalinienne a ses raisons qui sont celles du Kremlin, on pourrait dire que toutes les incohérences ont été accumulées. Se refusant à engager un combat décisif pour abattre l'ennemi capitaliste, s'orientant sur une guerre d'usure destinée à obtenir de lui un compromis, la direction stalinienne a relégué au second et au troisième plan la revendication du salaire minimum et a mis en avant l'abrogation des décrets Lacoste, ce qui était un objectif correspondant à une épreuve de force; puis, quand la lutte s'est avivée, elle a continué à poursuivre la recherche d'un compromis tout en recourant à un moyen, la suppression des services de sécurité, qui est celui d'une guerre à mort. Il y avait une discordance criarde entre

les objectifs et les moyens qui ne pouvaient que désorienter les grévistes et faire le jeu de l'ennemi. L'inféctée presse bourgeoise et socialiste s'en est donnée tant et plus contre les mineurs, avec les arguments aussi vieux que la lutte du prolétariat (les malades qui..., les enfants que...), avec ce répugnant souci de « l'intérêt général » qui sert au capital à couvrir son avidité et sa rapacité.

Si l'on compare aux mouvements de novembre-décembre 1947, on voit qu'on assiste actuellement à des luttes moins étendues quant au nombre des travailleurs, mais beaucoup plus violentes quant à leur caractère. Il n'est pas vrai que cette violence ait été arbitrairement provoquée par les stalinistes. Les mouvements de masse de Clermont-Ferrand cet été, les manifestations de Micheville, des femmes à Longwy, etc... sont autant de témoignages d'une exacerbation croissante de la lutte des classes. Mais cette situation précisément implique la nécessité d'une grande lutte d'ensemble, d'objectifs généraux larges susceptibles de sonder et de stimuler toute la classe ouvrière. Il était aisé de comprendre que les mineurs seuls ne pouvaient triompher. Il était aisé de comprendre que la solidarité financière (si difficile avec les salaires actuels et après plusieurs journées ou semaines de grèves dans d'autres industries) ne pouvait être un moyen suffisant de victoire.

Dès que les mineurs entrèrent en grève, l'idée de la grève générale gagna dans les plus larges couches de travailleurs. Mais, tout comme l'an dernier, la direction stalinienne de la C.G.T. a refusé d'en prendre la responsabilité. Le Congrès confédéral a été en grande partie dirigé contre ce mot d'ordre.

Quels sont les arguments opposés par les dirigeants stalinistes à l'idée de la nécessité d'une lutte générale des travailleurs? Ils varient suivant le moment et l'auditoire auxquels ils s'adressent. Aux uns, on déclare: la grève générale est impossible, car les ouvriers ne nous suivraient pas et les petits bourgeois seraient contre nous; aux autres, on assure que les mouvements partiels isolés sont une préparation à la lutte généralisée. Ces affirmations en réalité s'opposent à toute l'expérience des travailleurs.

Les travailleurs ont appris qu'il est maintenant difficile de vaincre dans des luttes partielles, ils ont appris que les résultats obtenus après une lutte difficile sont rapidement anéantis par la hausse permanente des prix. Aussi comprennent-ils clairement pour une avant-garde, plus ou moins confusément pour les larges masses, que les seules luttes qui paieraient réellement seraient celles qui modifieraient profondément les rapports sociaux qui existent en France. L'argument traditionnel de l'hostilité des masses petits bourgeois n'a pas plus de valeur. Car pourquoi les masses petits bourgeois se tournent-elles vers de Gaulle? Parce que les ouvriers n'ont pas réalisé leurs espoirs de changements profonds. Les luttes ouvrières seraient populaires si elles ont des objectifs particuliers aux travailleurs en lutte et en fait sans lendemain, mais des objectifs que toutes les masses populaires feront leurs parce que capables de modifier le sort de tous en s'attaquant décisivement au régime capitaliste.

Les luttes partielles préparent la lutte générale? Dans certains cas, oui. Mais pas celles d'aujourd'hui comme l'expérience le prouve, qui ne renforcent pas, mais au contraire affaiblissent la confiance de la classe ouvrière en elle-même. Lorsqu'après la « bonne petite grève Renault », comme disait Lunet, toute une série de délégués abandonnent leurs responsabilités, est-ce un pas en avant? Les luttes partielles préparent la grève générale quand les dirigeants, par leur programme, par leur agitation, par leur propagande, les placent dans

« LA VÉRITÉ »
(Suite Page 2)

Alerte au Gaullisme!

Beaucoup de travailleurs se demandent: « Le R.P.F. n'est-il pas un Parti comme les autres? » Pour répondre à cela, il ne faut pas oublier qui est son maître: le Grand Capital. Et, justement, la mission que le Grand Capital, dans une heure critique de son existence, confie à de Gaulle n'est pas une mission comme les autres. En quoi consiste-t-elle? UN PLAN ANTI-OUVRIER

Tout d'abord, pas de changement dans le personnel politique de la bourgeoisie française sans l'assentiment des fournisseurs de dollars. Or, Wall Street ne peut plus supporter que des grèves de mineurs viennent bouleverser son plan d'exportation de charbon et du même coup son plan d'armements. Wall Street veut de l'« ordre » en France... Et il accueille Pierre de Gaulle en grande pompe. Pendant ce temps, les capitalistes français en arrivent justement aux mêmes conclusions. La pratique du cycle infernal des prix et des salaires, si fructueuse pourtant, ne leur suffit plus: il faut que les prix soient seuls à monter. En finir avec les revendications ouvrières! Et pour cela détruire les organisations syndicales du prolétariat! Voilà les mots d'ordre du jour.

Pour les réaliser, rien ne serait plus simple que de lancer contre les ouvriers des groupes terroristes. Cela s'est vu. Mais ce serait la guerre civile. Et en haut lieu dans les circonstances actuelles, tout le monde la craint. Mieux vaut instaurer un Etat fort par la voie « démocratique ». Ensuite, police et armée feront le reste. On pourra surexploiter et enrégimenter les travailleurs démoralisés.

Voilà la commande passée à de Gaulle par la bourgeoisie. Il l'exécute point par point. Le voit-on renouveler sa faute de Grenoble? Non, il appelle au calme, et son mot d'ordre, c'est celui de retour aux urnes, destiné à prouver l'« illégitimité » du Gouvernement de troisième force. Il a tellement besoin d'une transition sans douleur qu'au Parlement, il a procuré sa majorité au Ministère Queuille. Voilà un vrai démocrate...

Mais, démocrate, comment pourrait-il l'être lorsqu'il s'agit d'appliquer le programme qu'expose son lieutenant Raymond Aron: bloquer les salaires et libérer les prix, sans oublier l'augmentation de la durée du travail? C'est alors qu'il faudra des « Syndicats lavés de la politique » (de

Gaulle à sa Conférence de Presse). N'est-ce pas dire clairement que les Syndicats seront lessivés? Et comment pouvons-nous éviter d'en arriver là?

LA SEULE DEFENSE

La grande force de de Gaulle, c'est les millions de mécontents qui, à part lui, ne voient pas en qui mettre leur dernière espérance. Les classes moyennes sont lassées de l'inflation, de la vie chère, du marasme et des impôts. La solution à tout cela, elles la chercheraient volontiers AVEC les ouvriers, mais elles voient ceux-ci perdants d'avance au jeu de la grève tournante, incapables de s'unir eux-mêmes dans un mouvement d'ensemble, dans une grève générale. Et elles commencent à chercher une solution SUR LEUR DOS. C'est ce qu'elles feront, à plus forte raison après les grèves actuelles, lorsqu'il s'agira de payer la note. Elles demanderont un autre Gouvernement. Or, comment auraient-elles envie de goûter les charmes du Gouvernement d'Union Démocratique quand l'« Humanité » veut leur faire croire que l'époque où Thorez était ministre était une belle époque? Un Gouvernement sans ministres capitalistes, par contre, voilà ce que l'on n'a jamais vu, jamais essayé encore. Pourquoi un tel Gouvernement serait-il capable de rallier une grande partie des classes moyennes, même parmi celles qui ne se savent pas anti-capitalistes? Parce que, fait inouï, il s'attaquerait en fait et pas seulement en paroles aux causes de l'anarchie dans la production et dans la vie sociale.

Mais ce choix des classes moyennes, il dépend entièrement de celui de la classe ouvrière. C'est aux dirigeants de grèves, aux militants communistes, à tous les cadres ouvriers, qu'il appartient de donner son véritable programme anti-capitaliste aux luttes en cours et d'unifier celles-ci en un assaut général contre le régime dont tout le monde est las. C'est tout un réarmement politique à faire.

Pour ce réarmement, ne comptons pas sur Thorez. Thorez s'en tient à la « défense républicaine ». Mais, un régime à défendre, il faut qu'il en vaille la peine. En avant pour la démocratie parlementaire au profit des capitalistes? Non, car bientôt nous ne lui trouverons plus un seul défenseur. En avant pour une démocratie ouvrière et paysanne? Bien sûr, puisque des millions et des millions d'hommes, qui ont tant lutté déjà depuis des années, sont prêts pour elle à un ultime combat. Voilà le premier et le dernier mot de la lutte contre de Gaulle.

LA BOURGEOISIE A CHOISI SON REGIME. TRAVAILLEURS, CHOISSISSONS LE NOTRE!

P. GARRIVE.

LA VÉRITÉ REPARAIT...

Tous nos camarades, tous nos amis seront heureux d'apprendre la bonne nouvelle. Oui, nous pouvons l'assurer aujourd'hui avec certitude, « La Vérité » va reparaitre régulièrement. Certes, son format sera plus petit; elle ne sera pas hebdomadaire pour le moment, on ne la trouvera pas dans les kiosques, mais elle sortira « REGULIEREMENT ». Elle sera mise en vente le premier et le troisième vendredi de chaque mois. C'est une première étape.

Il était plus qu'urgent que reparsse l'organe du trotskysme alors que la France vit une des périodes les plus critiques de son histoire. Le danger de la dictature gaulliste est devenu une réalité brûlante. Ce danger se confond intimement avec celui d'une troisième tuerie mondiale. Empêcher de Gaulle d'arriver au pouvoir, c'est en même temps reculer l'échéance de la guerre atomique.

Il est encore possible de conjurer ces périls redoutables si le prolétariat parvient à se donner une nouvelle direction révolutionnaire, affranchie de l'influence réformiste et stalinienne. L'expérience des dernières années a montré l'écho que rencontrent dans les larges masses les mots d'ordres de la IV^e Internationale. Le minimum vital, l'échelle mobile des salaires, le contrôle ouvrier ont désormais droit de cité après avoir été dénigrés systématiquement par les chefs du P.C.F. et de la S.F.I.O. A présent, c'est la stratégie révolutionnaire de la grève générale totale et illimitée, du gouvernement ouvrier sans ministres capitalistes que les masses tendent à faire leur.

Nombreux sont les militants des grandes organisations ouvrières, et particulièrement du P.C.F., à se rendre compte des trahisons constantes de leurs dirigeants. « La Vérité » est notre principale arme pour éclairer ces militants, pour les aider dans les luttes de chaque jour, pour œuvrer au rassemblement de l'avant-garde ouvrière sur un programme révolutionnaire. Il

est donc essentiel que l'organe trotskyste vive aujourd'hui. Profondément imprégnés de cette nécessité, les organes directeurs de la IV^e Internationale ont décidé d'accorder un soutien régulier à « La Vérité » durant quatre mois. Nos sections sœurs hollandaises et belges ainsi qu'un groupe de camarades anglais nous ont également promis leur aide en dépit de leurs propres difficultés et quitte à restreindre certaines de leurs activités. L'internationalisme prolétarien n'est pas un vain mot pour les militants trotskystes. Grâce à cette aide dont tous nos camarades et amis apprécieront la valeur; grâce à une souscription extraordinaire de quatre mois des militants du P.C.I., « La Vérité » est certaine de pouvoir paraître deux fois par mois d'ici au 1^{er} mars 1949.

Cette période devra être utilisée pleinement pour donner une assise financière solide à notre organe. Le Comité Central du P.C.I. a décidé d'une campagne dont les objectifs sont:

— 400 nouveaux abonnés, soit 80.000 francs;

— 25.000 francs d'entrées mensuelles par la voie des amis de « La Vérité », soit 100.000 francs au terme de quatre mois de campagne.

Le capital ainsi rassemblé permettra à « La Vérité » de poursuivre sa parution régulière lorsqu'elle ne bénéficiera plus de l'aide exceptionnelle actuelle. C'est volontairement que notre Comité Central s'est fixé des buts modestes et réalistes que nous sommes sûrs de pouvoir atteindre. Après une éclipse quasi-complète de cinq mois, « La Vérité » repart sur des bases nouvelles. Ses dépenses ont été comprimées au maximum. Son tirage a été réduit. Elle ne se trouvera plus dans les kiosques jusqu'à nouvel ordre.

Il était indispensable de consentir à ces sacrifices pour pouvoir repartir sur des bases à la fois saines et sûres. Mais nous sommes certains de pouvoir ainsi aller de l'avant et d'atteindre plus haut. A. DURET.

SOUSCRIVEZ

C. C. P. PICARD 5660 - 38 PARIS

La vérité sur Madagascar

L'affaire de Madagascar? C'est l'histoire d'un peuple entier réduit en esclavage, poussé à la révolte et finalement noyé dans le sang par les colonialistes français. Le « procès » de Tananarive? C'est l'histoire d'une gigantesque provocation policière, provocation montée de toutes pièces par ces mêmes colonialistes afin de faire taire, en les assassinant, les dirigeants les plus populaires du peuple malgache. Et cela, ce sont les documents des colonialistes eux-mêmes qui le prouvent. Les premiers dans la presse, nous publions aujourd'hui ces documents.

« Civilisation française »

Il suffit de se reporter aux statistiques officielles pour s'apercevoir que depuis la conquête, la vie du peuple malgache est un enfer. L'ouvrier malgache gagne actuellement 35 francs par jour, beaucoup moins que l'ouvrier français en une heure. Les paysans, qui forment la plus grande partie de la population, travaillent comme des bêtes de somme: pour 1.200.000 hectares de terres cultivées, il n'existe en effet à Madagascar que 15.000 charrues primitives. Loin de diminuer, l'ignorance augmente: après soixante-deux ans de colonisation, on compte 46.000 écoliers de moins qu'au temps de l'indépendance. Dans de telles conditions, la vie même de la population est menacée: il meurt à Madagascar un enfant sur trois, et l'excédent des naissances sur les décès (30.000 en 1939) a fait place depuis 1944 à un excédent de 25.000 décès sur les naissances. Ce dernier chiffre signifie qu'en 1960, la colonisation française aura tué le dernier Malgache.

« Révolte » et répression

Dans ces conditions, aucun travailleur français ne peut contester au peuple malgache le droit de se soulever contre ses oppresseurs colonialistes, qui sont aussi les nôtres. Et pourtant, le peuple malgache ne s'est pas révolté. L'insurrection de mars 1947, limitée à quelques secteurs de l'île, est l'œuvre de petites sociétés secrètes parmi les dirigeants desquelles le chef de la sûreté, le tortionnaire Baron, s'est vanté d'avoir introduit des provocateurs. Sous prétexte de répression, les colonialistes ont ainsi pu déchaîner dans l'île entière un terreux sanglant, et briser le M.D.R.M., seule organisation de masse, en liquidant ses dirigeants et ses chefs. En outre, il n'y a aucune commune mesure entre la révolte et la répression. La presse bourgeoise française elle-même a chiffré à 90.000 ce qu'elle appelle « les victimes des événements de Madagascar », confondant ainsi volontairement les victimes des insurgés et celles de la répression. Or il existe sur ces « événements » un document sensationnel: c'est le rapport de mission confidentiel adressé par le député « socialiste » Gaston Defferre à Marius Moutet, alors ministre « socialiste » des Colonies. Ce document est tombé entre nos mains. Or l'auteur y énumère, une à une, les victimes civiles et militaires des insurgés: le total s'élève exactement à 797. Ce sont donc plus de 89.000 Malgaches qui sont tombés sous les coups de la répression colonialiste. Le rap-

A. REVAL
(Suite Page 3)